Unis
Réseau panafricain de lutte contre la corruption

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Kinshasa, le 5 novembre 2026

Pour diffusion immédiate

FINANCES PUBLIQUES · TRAIN DE VIE DES INSTITUTIONS · RDC

« Les politiciens d'abord » : UNIS appelle le Parlement à freiner l'explosion du train de vie des institutions dans le projet de loi de finances 2027

UNIS, Réseau panafricain de lutte contre la corruption, publie ce jeudi 5 novembre 2026 une note d'analyse intitulée *Les politiciens d'abord*. Elle examine les crédits des institutions dans le projet de loi de finances 2027, déposé au Parlement, et leur exécution réelle en 2025 et 2026.

À deux ans de la fin du second et dernier mandat du Président Félix Tshisekedi, le constat est sans appel : les promesses répétées de réduction du train de vie des institutions ne se retrouvent ni dans les lois de finances, ni dans leur exécution. Vingt et un mois après le rapport d'UNIS de février 2025, la tendance s'est aggravée.

Des chiffres qui contredisent les promesses

- **La Présidence multipliée par 2,6 en dollars.** Le projet de loi de finances 2027 lui attribue 1 554,3 milliards de francs congolais (675,8 millions de dollars), soit 2,6 fois son budget initial de 2024, et 12,1 % de plus que dans la loi de finances rectificative 2026.
- **Des institutions politiques presque aussi coûteuses que la Santé.** Les six institutions politiques absorbent 3 773 milliards de FC, contre 3 945 milliards pour la Santé, soit 4,6 fois l'enveloppe du Programme de développement local des 145 territoires (PDL-145T). Un poste à la Présidence coûte en moyenne 2 884 dollars par mois, contre 260 dollars dans l'Éducation.
- **Des plafonds votés ignorés.** Au 31 décembre 2025, les biens et matériels ont été payés à 196 % des crédits votés et les transferts à 140 %. Au 30 juin 2026, la Présidence avait déjà consommé 99 % de son budget annuel, et le fonctionnement des institutions atteignait 167,5 % des prévisions.
- **L'investissement sacrifié.** Au 30 avril 2026, les équipements de l'État n'étaient exécutés qu'à 0,24 %. Au premier trimestre 2026, près d'un paiement sur cinq (19,7 %) passait par les procédures d'urgence.

Des promesses sans traduction budgétaire

Le projet de loi de finances 2027 ne contient aucune disposition sur le train de vie des institutions. Sur les huit recommandations formulées par UNIS en février 2025, cinq sont restées sans suite et trois seulement annoncées. Le basculement vers le budget-programme est repoussé à 2029. Enfin, 1 444,8 milliards de FC de transferts à la Présidence, à l'Assemblée nationale et au Sénat ne font l'objet d'aucun détail.

Nos recommandations

Avant le vote de la loi de finances 2027, UNIS appelle le Parlement à :

1. **Geler la dotation de la Présidence** au niveau de la loi de finances rectificative 2026 (1 387,1 milliards de FC), soit une économie de 167,2 milliards.
2. **Réduire de 30 % les transferts de l'Assemblée nationale et du Sénat**, soit une économie de 249,5 milliards : les deux chambres donneraient ainsi l'exemple qu'elles exigent de l'exécutif.

3. **Réaffecter les 416,7 milliards de FC ainsi libérés** (181 millions de dollars, la moitié de l'enveloppe annuelle du PDL-145T) aux territoires, aux soins de santé primaires et aux soldes des militaires et policiers.

4. **Supprimer la ligne du CNSA** (Conseil national de suivi de l'Accord, 4,9 milliards de FC), organe devenu sans objet.

5. **Interdire tout dépassement** des crédits de fonctionnement et de transferts des institutions sans loi de finances rectificative préalable, et exiger la ventilation détaillée des transferts : fonds spéciaux d'intervention, fonds secrets, primes, missions.

UNIS appelle également le Gouvernement à publier le barème complet des rémunérations, du Président de la République à l'huissier, ainsi que l'exécution trimestrielle du budget par institution. Elle demande à la Cour des comptes et à l'Inspection générale des finances d'auditer la paie des institutions, en priorité le Secrétariat général du Gouvernement, le CNSA et les cabinets de la Présidence.

L'engagement d'UNIS

UNIS continuera d'analyser, ligne par ligne, les lois de finances et leur exécution, de la discussion budgétaire au Parlement jusqu'à la reddition des comptes. Elle mettra en lumière les dérives potentielles, notamment les dépassements de crédits, les dépenses non détaillées et les écarts entre les promesses et les chiffres. La note *Les politiciens d'abord* (22 pages, 18 graphiques) est disponible sur **unis-afrique.org** ; elle est fondée exclusivement sur des documents budgétaires officiels.

> ***« La réduction du train de vie ne se mesure pas aux discours, mais ligne par ligne dans la loi de finances, puis trimestre par trimestre dans son exécution. Le projet de loi de finances 2027 fait passer les politiciens avant le progrès social. Les députés et sénateurs ont encore le pouvoir de corriger ce choix. »***
>
> **Jimmy Kande**, Président d'UNIS, Réseau panafricain de lutte contre la corruption

Pour UNIS,

Jimmy Kande
Président

À propos d'UNIS

Le Réseau panafricain de lutte contre la corruption – UNIS est une organisation non gouvernementale engagée dans la lutte contre la corruption et les crimes financiers à travers l'Afrique et particulièrement en République démocratique du Congo. Nous œuvrons pour une gouvernance transparente et équitable, en mettant en lumière les abus, en défendant les victimes et en promouvant des réformes institutionnelles durables.

Contact presse	unis.communication@unis-afrique.org · +243 811 971 984
Web · X	unis-afrique.org · @networkunis
Siège	Kinshasa-Gombe, RDC · N° d'enregistrement F92/36835

— FIN —